

Dans sa requête à l'endroit du peuple gabonais d'aller au dialogue du militaro-putschiste BOA, le Premier ministre français a exclusivement pris en compte les intérêts menacés des entreprises françaises installées au Gabon. Cette situation, pense-t-il, est « *au-dessus du vote des Gabonais* » tel qu'il s'est exprimé massivement en faveur de Jean Ping. Le rapport de l'Onu, évoqué par Séraphin Moundounga, mentionne le chiffre de 60 % en faveur de Ping contre 38 % à BOA. Cette situation de marasme, créée par des décisions irresponsables de BOA pendant sept ans, serait, dans la vision Valls, au-dessus des nombreux sévices infligés à ce peuple par BOA : des morts sous les tirs de la milice, des enlèvements, des embastillements à la prison de Libreville, des disparitions... Tout cela doit être passé par pertes et profits, au nom de l'avenir des intérêts de la France au Gabon. Manuel Valls, un brin cynique, a déjà même fixé le calendrier pour que tout cela s'achève. Ce sera lors du sommet de la Francophonie à Madagascar. Il demande aux personnes qui vont participer à ce dialogue de signer une déclaration qui légitime le pouvoir de BOA et permettra aux entreprises françaises de renouer avec la prospérité au Gabon. Car en tuteur de ce qui sera l'accord de Madagascar, Manuel Valls aura beau jeu d'exiger de BOA, en retour, le paiement en contrats commerciaux en faveur des groupes français. Il faut bien récompenser une telle débauche d'énergie pour ramener dans le jeu international un pouvoir putschiste déjà sous embargo américain.

Les groupes français installés au Gabon sont les premières victimes de la crise post-électorale dans

laquelle le Gabon est plongé pour longtemps. Le premier d'entre eux est le groupe Bolloré. Le port d'Owendo est en activité réduite depuis plusieurs mois du fait du ralentissement des investissements. Les importations des biens d'équipement intermédiaires ont chuté de manière drastique. Un douanier en poste à Owendo évoque un chiffre de 70 % de baisse des activités. La crise actuelle n'arrange rien. Les grands armateurs mondiaux « *déroutent de plus en plus leurs navires en direction d'autres ports de la sous-région car ils croient que le Gabon est en guerre, malgré nos assurances* », conclut-il, un brin pessimiste. Cette baisse d'activité au port d'Owendo se répercute sur le gestionnaire du port qui est Bolloré. Gabon Mining Logistics, une société qui nage dans le giron de Bolloré, annonce près de 111 suppressions d'emplois. Une conséquence sans doute de cette baisse drastique de l'activité portuaire. D'autres entreprises françaises évoluant au port sont dans la bourrasque. Le groupe français Necotrans, un transitaire important du port d'Owendo, vient du reste d'annoncer son intention de vendre tous ses actifs au Gabon au regard de la morosité du marché.

Sur le front du bâtiment et travaux publics, ce n'est guère mieux. L'entreprise française Colas a dû décliner l'offre de la junte de moderniser l'aéroport d'Oyem dans la perspective de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de football. C'est que l'assureur crédit Coface a « *découragé tous les investisseurs français qui voulaient accompagner la société dans ce projet* », laisse entendre un cadre de cette entreprise sous couvert d'anonymat. Or, sans ce financement et vu l'état d'assèchement du Trésor gabonais, il était impossible de commencer quoi que ce soit. La Coface ne pouvait d'ailleurs pas

faire autrement, car l'arbitraire de l'Etat gabonais en direction des groupes français s'élève déjà à 160 milliards de FCFA. Une bonne partie de ces créances va atterrir à la Coface pour règlement. Ce n'était pas le moment d'alourdir le poids de cette dette. Surtout que la Coface, un assureur public, n'a pas obtenu l'aval du gouvernement français pour « *soutenir* » à tout va les investissements au Gabon. Manuel Valls a besoin d'un dialogue politique qui remette BOA dans le jeu, pour donner de telles instructions.

Le Premier ministre français aura sans doute « *son dialogue* ». Ce sera sans les Gabonais. Il s'agira plutôt d'un monologue au cours duquel BOA donnera des instructions aux putschistes et aux collabo-putschistes issus de l'opposition. Mais cela sera-t-il suffisant pour sauver les entreprises du marasme dans lequel elles se trouvent au Gabon ? Pas si sûr. Car le monologue de BOA devant ses thuriféraires n'est pas de nature à redonner confiance en l'économie gabonaise. Les armateurs internationaux éviteront toujours le port d'Owendo, les investisseurs internationaux s'accrocheront toujours à l'indice « *Doing Business* » pour décider de venir ou pas au Gabon. Or, cet indice demeure catastrophique du fait de la crise politique. Enfin, les consommateurs auront toujours peur du lendemain, ce qui va réduire considérablement la consommation des ménages. En définitive, le dialogue voulu par Valls ne fera que creuser davantage le fossé dans lequel est tombée l'économie gabonaise. Les entreprises françaises, qu'il croit sortir d'affaire en soutenant BOA, n'en tireront pas grand bénéfice.